



iisd Reporting
Services

Bulletin du Forum de partenariat des FIC

Un rapport journalier du Forum de partenariat des Fonds d'Investissement Climatiques de 2011
Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec le Groupe de la Banque Mondiale

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/CLIMATE/CIF/2011/](http://www.iisd.ca/YMB/CLIMATE/CIF/2011/)
ÉDITION #1, VOLUME 172, No. 3, SAMEDI 25 JUIN 2011



LES FAITS MARQUANTS DU FORUM DE PARTENARIAT DES FIC DE : VENDREDI 24 JUIN 2011

Le Forum de partenariat des Fonds d'Investissement Climatiques (FIC) de 2011 s'est ouvert vendredi 18 juin 2011, à Cape Town, Afrique du Sud. Le matin, une séance plénière d'ouverture s'est tenue, avec quelques propos introductifs sur les réunions de pays pilotes et une session sur les enseignements qui y ont émergé. Quatre sessions parallèles se sont tenues l'après-midi.

SÉANCE PLENIÈRE D'OUVERTURE

PROPOS INTRODUCTIFS: Tumi Makgabo, de Africa Worldwide Media, a été le modérateur de la réunion. Bobby Pittman, Vice-président de la Banque africaine de développement (AfDB), a lu un message du Président de l'AfDB Donald Kaberuka qui mettait l'accent sur le travail réalisé par l'AfDB sur la gestion durable des forêts et l'accès à l'énergie en signalant l'importance d'accéder au financement climatique pour satisfaire les besoins de l'Afrique et d'inciter le secteur privé pour encourager l'investissement.

Dans son discours, Pravin Gordhan, Ministre des finances de l'Afrique du Sud, a déclaré qu'en matière de changements climatiques il fallait « briser les chaînes » des modes actuels de penser et d'agir, et que les FIC ont été pionniers de ce point de vue. Il a souligné que les paradigmes traditionnels de financement et d'aide doivent être transformés et la trajectoire de développement reformulée.

ELECTION DES COPRÉSIDENTS DU FORUM DE PARTENARIAT: Renosi Mokate, représentant sud-africain au bureau exécutif de la Banque mondiale, et Andrew Steer, Banque mondiale, Coprésident des Fonds stratégiques pour le climat (FSC), ont été désignés coprésidents du Forum. Mokate a invité les parties prenantes et les délégués à engager au dialogue pendant le forum de partenariat visant à produire des résultats constructifs. Steer a retracé un historique des FIC et a appelé à une mise en place rapide du Fonds vert pour le climat en indiquant que de précieux enseignements pouvaient être tirés des « laboratoires vivants » que sont les FIC.

MESSAGE DES RÉUNIONS DE PAYS PILOTES

: Programme d'investissement des forêts (PIF). Victor Kabengele, République démocratique du Congo (RDC), a indiqué que le PIF a identifié les défis qui se posent aux pays pilotes, dont la création et le soutien aux priorités nationales et l'identification des manières d'augmenter la participation du secteur privé.

Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR): David Kaluba, Zambie, a indiqué que la complexité des programmes fait de la coordination entre institutions et ministères un véritable défi et que la participation du secteur privé reste en Zambie un moyen inutile.

Fonds pour les technologies propres (FTP) : Raul Delgado, Mexique, a demandé un solide leadership et une forte participation de la société civile à l'étape de planification du programme afin de réduire au minimum les risques perçus et de mieux attirer le secteur privé.

Programme de développement accéléré des énergies renouvelables pour les pays à faible revenu (SREP) : Narayan Prasad Chaulagain, Népal, a affirmé que le SREP était préoccupé par les pays à plus faible revenu, et a signalé les défis posés par l'incorporation de technologies propres dans l'approvisionnement en énergie de base et en services électriques tout en limitant les coûts pour assurer l'accessibilité.

Les membres de l'audience ont souligné des questions telles que : l'efficacité des aides, les niveaux insuffisants de connaissance concernant les changements climatiques, le manque de systèmes de comptabilité des gaz à effet de serre (GES), et le manque de synchronisation entre la société civile et l'action gouvernementale. Kaluba a souligné que les entreprises doivent comprendre quels sont les impacts des changements climatiques sur elles, car elles ont plutôt tendance à adopter une vision à court terme. Prasad Chaulagain a fait remarquer que le développement des technologies doit être guidé par la demande et adopter une approche ascendante à partir de la base.

ENSEIGNEMENTS ÉMERGENTS: Programmation du FTP: Robin Broadfield, Consultant, a exposé que le FTP a validé 14 plans d'investissement dans 17 pays à hauteur de 4,35 milliards de dollars sur deux ans. Il a mis en exergue cinq thématiques parmi les enseignements tirés : le leadership continu de la part des pays, la transformation des secteurs intéressés, le partenariat entre parties prenantes, et l'augmentation de la participation du secteur privé. De face à l'avenir, il a plaidé pour un soutien au leadership et pour une détermination claire des activités et objectifs pour la transformation du marché.

Elvan Ongun a évoqué l'expérience turque, en signalant que le FTP avait été un catalyseur pour éliminer les barrières au financement et à l'adoption précoce des programmes d'énergie propre, tout en permettant un partenariat unique entre le secteur privé et les Banques de développement multilatérales (BDM). Raul Delgado a mis l'accent sur les efforts fait au Mexique pour coordonner les mesures prises par les ministères et dans le cadre des programmes nationaux, efforts qui ont facilité la canalisation des ressources vers les initiatives dans lesquelles un plan solide avait été développé.

Programmation du PPCR : Erik Reed a exposé des enseignements tirés de la phase de programmation initiale du PPCR, en rappelant que le PPCR est le seul programme des FIC spécifique à l'adaptation. Il a souligné les enseignements tirés dont : le leadership des pays, où les attentes doivent être plus réalistes ; les partenariats uniques, avec un travail en commun des BDM ; l'engagement du secteur privé ; et le profit tiré des avantages comparatifs et des ressources des partenaires.

Laverne Walker, Sainte-Lucie, et Dan-Bakoye Chaibou, Niger, ont exposé des vues d'ensemble du processus du PPCR dans leurs pays respectifs. Walker a signalé que des consultants locaux s'investissent dans le renforcement des capacités et que la société civile a été intégrée depuis le départ. Chaibou a indiqué que le Ministère nigérien des finances allait prendre en charge le processus du PPCR en collaboration avec les autres ministères. Il a par ailleurs signalé que le secteur privé participe en fournissant de l'irrigation aux paysans affectés par les changements climatiques.

Panel de Gouvernance : À propos de l'efficacité de la structure de gouvernance équitale des FIC, Jan Sheltinga, Canada, a déclaré que les comités fonctionnent bien, conformément à leurs mandats, avec une représentation équilibrée des pays donateurs et des pays récepteurs, et Jean Bernard Carrasco, Australie, a cependant signalé que les niveaux de participation des membres est inégal. Ahmed Moosa, Maldives, a applaudi l'efficacité de la structure de gouvernance des FIC.

Concernant les liens entre les FIC et les accords de financement à long terme, Andrew Steer a souligné la solidarité administrative et l'efficacité du secrétariat des FIC, et a recommandé que les FIC soient pris comme modèle pour le Fonds vert pour le climat.

Sur les mesures politiques destinées à réduire les niveaux globaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, Moosa a indiqué que les FIC servent de plate-forme aux pays

en développement pour mettre en place des politiques climatiques. A propos du transfert de connaissances entre les représentants des pays dans les FIC, Moosa et Steer ont recommandé de développer les capacités et le leadership au niveau des Etats, en soulignant le besoin de trouver des ressources supplémentaires afin d'atteindre les objectifs d'atténuation.

Panel du Groupe d'experts : Le panel a partagé les expériences de la sélection des pays récepteurs de financement en application du PPCR. Daniel Riley, Etats-Unis, a signalé que le processus de sélection doit être légitime et doit faire usage de critères appropriés. Rolf Zélius, Consultant, a plaidé pour une amélioration de l'évaluation de la motivation du pays pilote et de son aptitude à obtenir des résultats.

En réponse aux défis rencontrés par le Groupe d'experts, qui fait des recommandations concernant la sélection des pays, Richenda Van Leeuwen, Fondation des NU, a expliqué que le mandat du Groupe se limitait à évaluer les pays et non des transactions ou projets spécifiques. Carlos Manuel Rodrigues, Conservation International, a souligné les défis que pose le traitement de la déforestation et de la dégradation des forêts, et a mis l'accent sur la nécessité d'un « immense » investissement financier pour stopper la dégradation.

GROUPES DE TRAVAIL

PROFITER DU POTENTIEL DE CROISSANCE

PAR DES PARTENARIATS INNOVANTS : Christopher Clarke, conseiller au Fonds de 100 millions de dollars Evolution One Cleantech Fund, Afrique du Sud, a remarqué que l'investissement dans les secteurs émergents, comme celui des changements climatiques, comporte plus de risque que la plupart des financements commerciaux, et a indiqué que le Fonds est l'un des premiers spécifiquement dédiés à l'investissement dans les technologies propres.

Mohammadi Allach, Office National de l'Electricité, Maroc, a parlé de la production d'électricité au Maroc, en expliquant que pour satisfaire la demande son entité s'est tournée vers les Partenariats public-privé (PPP) qui couvrent 50% des projets énergétiques. Il a indiqué que la prochaine étape sera de mobiliser les potentiels hydraulique, solaire et éolien du Maroc.

Jose Salazar, SUNASS, Pérou, a parlé de la participation et de l'investissement du secteur privé dans l'approvisionnement en eau potable au Pérou, et a signalé l'attractivité du Pérou pour les investisseurs ainsi que son objectif de croissance économique propre et d'équité sociale.

Mark Pickering, Meridian Economics, a parlé du Programme d'énergies renouvelables de l'Afrique du Sud en signalant son lancement imminent. Il a indiqué que les énergies renouvelables fourniraient 42% de la capacité en énergie nouvelle prévue pour les 20 prochaines années. En faisant remarquer que le gouvernement n'a aucune intention de rompre le monopole dont bénéficie la compagnie de service EXKOM, il a indiqué qu'une réforme institutionnelle et des processus d'accès aux marchés publics était nécessaire.

LA SCIENCE AU TRAVAIL : ETAT DES CONNAISSANCES DANS L'ART DE LA MODELISATION CLIMATIQUE ET SON RÔLE DANS LES CIF. Daniel Kammen, Banque mondiale, a été le modérateur de la session.

Défis actuels et dernières avancées dans la modélisation climatique : Richard Jones, Hadley Centre, Royaume-Uni, a fait une présentation au nom de Neville Trotz, Centre de la Communauté Caribéenne pour le Changement Climatique, Belize, et a exposé les scénarios climatiques générés pour guider les mesures d'adaptation dans le tourisme local et le secteur agricole.

Jones a présenté les avancées sur les Modèles climatiques globaux (MCG), en signalant que ceux-ci deviennent de plus en plus complexes et que le partage d'information sur les recherches et études s'intensifie.

Bruce Hewitson, Université de Cape Town, a exposé l'usage des données de projection sur le climat pour renforcer la prise de décisions. Il a signalé les limites dans l'exactitude des données issues des MCG à petite échelle, en soulignant le défi posé par les modèles climatiques régionaux.

Francisco Doblas-Reyes, Institut Català de Ciències del Clima, Espagne, a présenté des recherches sur la prédiction climatique à court terme et a décrit des méthodes empiriques utilisées pour générer des données sur le climat intersaisons et à court terme.

Initiatives pour développer des projections climatiques régionales et locales: Joseph Daniel Intsisful, PNUD, a exposé des initiatives pour la production de données sur le climat et de projections climatiques, et a souligné l'engagement du PNUD dans le Programme africain d'adaptation et dans le Programme de soutien aux communications nationales.

Mohammed Sadeck Boulahya, Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), a exposé les efforts africains pour produire des projections climatiques et a mis en exergue le Cadre mondial pour les services climatologiques pour assurer une diffusion plus efficace de l'information destinée à guider les décisions relatives à l'adaptation.

FINANCER LA TRANSFORMATION: Hela Cheikhrouhou, AfDB, a modéré la troisième session.

Approche programmatique du financement de la transformation: Carlos Manuel Rodriguez a présenté le programme de paiement environnemental au Costa Rica, en expliquant que les services environnementaux offerts par la nature devraient être pris en compte. Il a aussi signalé que le programme avait été mis en œuvre en parallèle avec la mise en place des institutions appropriées et l'élimination des incitations perverses.

Naoko Ishill, Japon, a parlé d'élargir le développement d'émissions faibles. Elle a souligné le rôle potentiel des FIC pour aider les pays pendant une phase d'« apprêtement » afin de les préparer à recevoir des fonds du Fond vert pour le climat une fois celui-ci opérationnel.

Financements pour les populations pauvres et désavantagées: Mustafa Hussain, Banque Mondiale, a fait une présentation sur la prestation de services aux populations pauvres, dans laquelle l'aide sur la base de résultats relie le paiement de l'aide à la prestations de services ou à l'obtention de résultats spécifiques. Il a observé que, dans le cadre de ce modèle, la prestation du service est habituellement sous-traitée à une entreprise privée qui reçoit une subvention. Le fournisseur du service est responsable du préfinancement du projet jusqu'à l'obtention effective de résultats. Hussain a expliqué que la subvention dépend de la performance et vérifiée par une entité indépendante.

Japhet Aritho, Safaricom, a fait un exposé sur la transformation via l'innovation et sur les enseignements issus de M-PESA. Il a expliqué que M-PESA, un service de transfert de fonds via la téléphonie mobile au Kenya, est également utilisé pour payer des factures ou pour acheter des biens et services.

VERDISSEMENT DES SOURCES D'ÉNERGIE PROPRE: GESTION DE L'IMPACT SOCIAL ET EN TERMES DE BIODIVERSITÉ DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE:

Le modérateur de session Gary Allport, Birdlife International, a indiqué que, même si l'énergie éolienne est une forme d'énergie propre, ses impacts négatifs en termes sociaux et de biodiversité deviennent de plus en plus clairs. George Ledec, Banque mondiale, a signalé que les principaux impacts de l'énergie éolienne terrestres sont, entre autre : les impacts sur la biodiversité, comme les collisions d'oiseaux et la mortalité des chauve-souris ; les nuisances locales, comme le bruit et l'interférence visuelle ; et les impacts socioéconomiques et culturels.

Ana Maria Sandoval, Empresas Públicas de Medellín, Colombie, a retracé la construction et la mise en œuvre du projet éolien de Jeparachi. Elle a exposé la conduite d'un dialogue interculturel pour identifier les emplacements et la création de zones tampon autour des lieux sacrés et des zones résidentielles afin d'éviter les interférences avec la vie quotidienne.

Claudio Alatorre, Banque interaméricaine de développement, a souligné que le développement véritable, tel que la construction d'écoles et autres infrastructures sociales, doit avoir lieu en plus des transferts monétaires destinés à la location de terrains et de main d'œuvre.

Edward Arnett, Bat Conservation International, a déploré, alors que son organisation n'est pas contre l'énergie éolienne, que celle-ci compromette la vie sauvage, en signalant ses conséquences imprévues sur la mortalité des chauve-souris.

Mohamed Yasser Sherif, EnviroNics, Egypte, a décrit un ensemble d'enquêtes visant à établir les patrons de migration des oiseaux en Egypte. Il a noté que ceci a conduit à la désignation de « zones non constructibles » qui subissent la pression croissante des exploitants d'énergie éolienne.

Aline Kühl, Convention sur les espèces migratrices (CEM), a souligné que l'énergie éolienne est une préoccupation constante de la CEM et qu'elle se trouve sur son agenda depuis 2002. Elle a également souligné l'impact sur les océans du développement du parc éolien off-shore notamment à cause du bruit océanique.

SYNTHÈSE : Le bulletin du Forum de partenariat des FIC sera disponible en anglais mardi 28 juin 2011 à <http://www.iisd.ca/yimb/climate/cif/2011/>